

# La majorité craint une rentrée sociale volcanique

## Crise sanitaire et économique, hausse du chômage, insécurité... De nombreux députés LRM sont inquiets

MARIAMA DARAME

**C'**est au compte-gouttes que les députés de La République en marche (LRM) commencent à regagner Paris et les abords de l'Assemblée nationale. A deux jours de la présentation du plan de relance économique par le premier ministre, Jean Castex, jeudi 3 septembre, la plupart des élus LRM continuent de silloner leur circonscription. « Il y a un côté un peu "mono-tâche" en ce moment chez les députés de la majorité et c'est volontaire », souligne Laurent Saint-Martin, député LRM du Val-de-Marne et rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale. On ne fait rien d'autre, si ce n'est de s'assurer que les citoyens sont bien informés de la crise sanitaire et de la manière dont les pouvoirs publics accompagnent cette rentrée », notamment sur le port du masque dans l'espace public.

Soucieux, de nombreux députés LRM redoutent une rentrée éprouvante. La crise sanitaire et économique impose à la majorité un calendrier législatif exigeant. Dès le 15 septembre, une session extraordinaire doit s'ouvrir à l'Assemblée pour l'examen de plusieurs projets de loi, dont celui sur l'évolution du Conseil économique, social et environnemental, sur la recherche et l'enseignement supérieur, ou encore l'accélération et la simplification de l'action publique.

Mais toute l'attention du groupe LRM est tournée vers le vote du projet de loi de finances, présenté à l'automne et qui comprend les fameux 100 milliards d'euros de budget du plan de relance. « C'est un moment très important pour les Français, mais aussi pour la majorité. Il faut qu'on arrive à trouver un équilibre avec le gouvernement et qu'on puisse être en capacité de constituer un projet crédible. Pour l'instant, il n'y a que des annonces, mais très vite il faudra passer à l'action en votant un budget efficace », affirme Jean-

François Eliaou, député LRM de l'Hérault. Après trois premières années denses sur le plan législatif, certains députés de la majorité aspirent à une simplification du travail parlementaire. « Il faut

**Des élus craignent une rentrée sociale compromise avec des mobilisations syndicales prévues dès le 17 septembre**

cette fois-ci que l'on limite au maximum la surenchère législative », prévient Claire Pitollat, députée LRM des Bouches-du-Rhône.

### Mobilisations syndicales

Les mesures économiques d'urgence mises en place par l'exécutif dès la mi-mars ont été soutenues par le groupe LRM à l'Assemblée. « Avec ce plan de relance, on ne commence pas mais on poursuit une logique qui a consisté à soutenir l'économie, à travers les réductions d'impôt, le prêt garanti par l'Etat, le chômage partiel, les aides sectorielles pour l'automobile et l'aéronautique. On est armé pour attaquer cette deuxième phase », dit Daniel Labaronne, député d'Indre-et-Loire et vice-président de la commission des finances.

Mais tous ne sont pas de cet avis. Des élus n'hésitent pas à évoquer leurs craintes d'une rentrée compromise sur le plan social avec des mobilisations syndicales déjà prévues à partir du 17 septembre. « Je suis très inquiète, confie une députée de la majorité. Si la rentrée ne se passe pas bien au niveau social et économique et que la relance ne fonctionne pas, nous allons avoir de sérieuses difficultés. Le risque au bout, c'est à la fois un soulèvement des banlieues et une contestation

sociale plus généralisée. »

Un constat que partage la députée du Nord Valérie Petit, ancienne membre de LRM qui a rejoint le groupe Agir ensemble, à droite dans la majorité. « On risque d'avoir un choc de pauvreté terrible et, derrière, l'explosion sociale qui va avec. Je le vois dans ma circonscription : de nombreux Français en professions indépendantes ou libérales risquent de tomber dans une pauvreté soudaine et, pour eux, il n'y a toujours pas de solutions envisagées. C'est la même chose pour les moins de 25 ans. On a déjà eu les "gilets jaunes", on a déjà eu des milliers de gens dans la rue. Je ne suis pas sûre que le gouvernement ait véritablement pris la mesure du problème », juge M<sup>me</sup> Petit.

Ces craintes sont elles-mêmes exacerbées par le retour du débat sur l'insécurité et la médiatisation de plusieurs faits de violences depuis le début de la saison estivale. « Avant même de parler de relance économique, il faudrait restaurer l'ordre républicain, estime Valérie Petit. Il est nécessaire que le président ait un discours nourri sur ce qu'est la République et sur ce qu'est l'autorité de l'Etat. » Une voie qui semble emprunter Emmanuel Macron, qui prononcera un discours sur la citoyenneté, depuis le Panthéon, à l'occasion des 150 ans de la proclamation de la République, vendredi 4 septembre. « Là où la majorité doit être maintenant intransigeante, c'est sur les sujets régaliens, avec la lutte contre l'insécurité, les incivilités et une réponse judiciaire à la hauteur de ces actes », ajoute Laurianne Rossi, députée LRM des Hauts-de-Seine.

### Sentiment d'inutilité

A deux ans des prochaines élections présidentielle et législatives, les propositions de loi se multiplient. Certains même au sein de la majorité espèrent voir le retour à l'Assemblée de projets abandonnés. Retraites, assurance-chômage, scrutin à la proportion-

nelle... Des élus de la majorité pensent déjà au bilan qu'ils devront défendre dans la perspective d'une campagne électorale en 2022. « Cette rentrée doit nous

**« Il y a une volonté de s'imposer davantage face à l'exécutif »**

LAURIANNE ROSSI  
députée LRM  
des Hauts-de-Seine

permettre de nous positionner sur les enjeux de fin de mandat. C'est essentiel que l'on puisse rendre des comptes aux Français et qu'on puisse les valoriser par territoire », indique Claire Pitollat.

Comme depuis le début du quinquennat, beaucoup espèrent toujours faire évoluer les rapports entre la majorité et le gouvernement, souvent décrits comme ascendants et ayant contribué à renforcer un sentiment d'inutilité chez de nombreux députés. « Je crois qu'il y a un changement de mentalité qui s'opère dans le groupe. Il y a une volonté de s'imposer davantage face à l'exécutif, non pas pour s'inscrire dans un rapport de force, mais parce qu'on n'a pas toujours été aussi offensifs qu'on l'aurait voulu pour défendre nos projets de loi », explique M<sup>me</sup> Rossi.

Pour l'heure, les députés LRM l'admettent : impossible de se projeter tant que le successeur de Gilles Le Gendre à la présidence du groupe ne sera pas connu. Il doit être élu les 9 et 10 septembre. « Nous sommes un peu prisonniers de ce calendrier interne. Pour l'instant, il n'y a pas de réunions ni de débats pour préparer le plan de relance. Juste quelques réunions informelles », avoue, désabusé, un cadre de la majorité. ■